

---



---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. XLVIII.

---

*Du Dimanche 9 Août 1789.*

M. le président ayant annoncé que le travail du comité des finances, sur l'emprunt de trente millions proposé par M. le directeur général, ne seroit fini que vers midi, a demandé à l'assemblée s'il ne seroit pas instant d'envoyer dans les provinces le procès-verbal de la fameuse nuit du 4. Plusieurs débats se sont ouverts à ce sujet ; quelques opinans ont fait le tableau le plus effrayant des désastres dont la plus grande partie du royaume étoit affligée, & sur-tout dans les plaines de l'Anjou, où la licence étoit portée à son comble ; & d'autres ont fait remarquer que tous les articles de l'arrêté n'étant ni discutés, ni approuvés, le procès-verbal ne devoit pas être envoyé.

L'ordre du jour étoit de s'occuper de l'article 6. Sur des observations de M. Lanjuinais, qu'il falloit en entamer la discussion, M. Pethion de Villeneuve, un des secrétaires, en a fait la lecture.

H



Voici cet article dans sa première forme :

« Les justices seigneuriales sont supprimées , sans aucune indemnité ; & cependant les officiers continueront leurs fonctions , jusqu'à ce qu'il ait été pourvu aux moyens de rapprocher les justices royales. »

*Loyseau* ne voyoit dans l'établissement des justices seigneuriales , qu'un système formé par les seigneurs féodaux dans les désordres de la seconde race , pour s'attribuer la justice ; & il peignoit avec énergie tous les abus de ces justices féodales. *Montesquieu* , au contraire , a cru en trouver l'origine dans le fond des usages & des coutumes des germains : sans suivre ces deux publicistes dans leur système , & sans décider si les justices sont une usurpation , ou un droit inhérent au fief , on peut dire que le droit de juger étant un droit de la souveraineté , qui n'a pu être *éclipsé* de la couronne , presque tous les cayers de divers bailliages ont demandé la suppression des justices seigneuriales.

Aussi la noblesse , qui en possède la plus grande partie , en a fait l'abandon généreux en faveur du bien public.

La discussion étant ouverte , un député de la noblesse a dit , que toutes les forêts du royaume étoient entièrement dévastées ; que par la suppression des officiers des justices seigneuriales , toutes les procédures relatives à leur destruction seroient arrêtées , & que si l'on vouloit conserver encore la foible partie qui en restoit , il étoit indispensable de ne pas renvoyer ces officiers.

*M. Lanjuinais* a démontré sur le champ la frivolité de cette assertion , en faisant remarquer que les officiers des justices seigneuriales , devant continuer leurs fonctions , les procédures ne seroient pas suspendues.

« Lorsque vous avez voulu supprimer les justices seigneuriales , a dit *M. de Custine* , vous n'avez cherché



sans doute que le bien général ; mais , Messieurs , j'ose le dire , vous avez manqué votre but. Tant que les prévôtés ne seront pas comprises dans l'article , vous ne parviendrez pas à calmer le peuple ; & je pense qu'il faut mettre que toutes les justices seigneuriales seront supprimées , *sous quelque domination que ce soit.*

Un Député a fait observer que la situation particulière de l'Alsace exigeoit des modifications dans l'article de l'arrêté ; que si la Nation annulloit les conventions des privileges de la ville de Strasbourg , il y auroit plusieurs maisons souveraines qui réclameraient.

« Je suis loin de faire moi-même aucune réclamation contre la rédaction de l'article , a dit un membre de la noblesse ; mais je regarde comme essentiel de le décider tout de suite , attendu que celui qui a été déjà imprimé chez *Baudouin* , avec les articles de pêche , ne peut faire qu'un très-mauvais effet dans les provinces.

MM. Simon , de Foucaud , Guillotin de la Galisonniere , & plusieurs autres , ont agité tour-à-tour la même question. Un Député de la Noblesse disoit qu'une justice locale étoit nécessaire , que c'étoit un lien de fraternité entre les gentilshommes & les habitans de la campagne , & que la noblesse n'avoit pu faire mieux , en offrant de la faire rendre gratuitement. M. Dèmeuniers vouloit que la police fût confiée aux municipalités , & les tutelles & curatelles aux notaires - royaux ; M. Populus étoit du même avis : enfin M. Pison-du-Galand a fait un amendement sur la dernière partie de l'article. M. le Président a dit que pour l'accorder avec la rédaction , il n'y avoit qu'à mettre ces mots : *A un nouvel ordre judiciaire* ; ce qui a passé l'unanimité , & l'article a été rédigé définitivement en ces termes :



« Toutes les justices seigneuriales sont supprimées sans indemnité ; & cependant les officiers continueront leurs fonctions jusqu'à ce que l'assemblée nationale ait pourvu à un nouvel ordre judiciaire ».

M. le Duc d'Aiguillon a fait le rapport des travaux du comité des finances sur le projet d'emprunt. Après avoir montré avec beaucoup de précision la situation du trésor royal , d'après l'état remis par M. le directeur des finances , pour la recette & la dépense des mois d'août & de septembre 1789 , il a proposé les réflexions & les corrections que le comité a cru devoir faire sur le préambule & les divers articles de ce projet.

Quant au dernier article , le comité a pensé qu'il devoit être supprimé , parce qu'un emprunt national n'a pas besoin des moyens secondaires ; personne ne doit douter du zèle qu'on portera à le remplir.

Après ce rapport , M. le président a ouvert les débats sur cette question : *Votera-t-on un emprunt ?*

M. le duc de Lévis a observé d'abord que la première condition étoit de ne voter aucun emprunt avant la constitution. On ne sauroit transiger , disoit-il , ni avec ses mandats , ni avec ses sermens ; mais faut-il laisser périr l'état ? Non sans doute ; nous avons des fortunes considérables : voilà la garantie que nous devons donner pour l'emprunt ; nous conserverons ainsi les principes de nos mandats , & nous acquerrons des droits à l'amour des peuples ».

M. Buzot a insisté avec force sur la lettre des mandats impératifs , contre tout emprunt , avant la constitution faite , l'arrêté du 4 août n'étant pas encore entièrement rédigé. Il a demandé , 1°. de vérifier la dette avant l'emprunt ; 2°. de réunir le décret de l'arrêté du 4 août , au décret de l'em-



prunt ; 3<sup>o</sup>. de placer , avant tout , quelque base de la constitution.

Après quelques réflexions sur l'étendue & les bornes des pouvoirs des représentans , M. d'Antraigues disoit » que si le peuple vouloit une constitution , il vouloit aussi la conservation de l'état ; mais qu'il faut que le peuple en connoisse le besoin ; que l'autorité des représentans ne peut être déléguée à un comité ; qu'il leur faut un examen personnel dans les bureaux ; que d'ailleurs l'emprunt étoit un des moyens les plus dangereux , dès qu'il nécessitoit un impôt , & qu'il falloit auparavant épuiser les moyens d'économie ».

M. de Lally a réfuté toutes ces objections contre l'emprunt avec son éloquence ordinaire ; on ne doutera pas de votre dévouement , s'écrioit-il , quand vous offrirez votre crédit individuel ; mais quand toutes les fortunes sont ébranlées , il n'y a plus que le crédit national. C'est le crédit du moment ; il faut des moyens prompts , des moyens ordinaires , jusqu'à ce que vous ayez frayé de nouvelles routes ; les pouvoirs impératifs ont été révoqués : quiconque se croira libre , entendra le cri de la patrie.

M. de Grigni a dit simplement » qu'il venoit de recevoir un remboursement de 30 mille livres ; qu'il offroit de le porter au trésor *public* , ne voulant d'autre intérêt que celui de servir sa patrie.

Il faut pour l'intérêt & la confiance de nos commetans ; il faut , pour la confiance des prêteurs , chercher les moyens de la fonder sans engager les propriétés du peuple. Un de ces moyens est dans la réduction des dépenses , & l'autre dans la proposition qui a été annoncée par M.



de la Cotte ; c'est dans ces deux moyens qu'il faut chercher un gage indépendant de tout accroissement d'impôt ».

M. le comte de Mirabeau trouvant la lettre des mandats inflexible , ne voyoit d'autre moyen qu'un emprunt fait sous l'engagement des membres de l'assemblée. » Ce parti est noble & patriotique , disoit-il ; nous montrons aussi aux yeux de l'Europe une fidélité inflexible à nos mandats ; nous appelons l'esprit public , & nous donnons l'exemple des sacrifices ».

L'économie est un moyen nul , disoit M. de Clermont-Lodève ; pour économiser , il faut percevoir ; quant aux mandats , on a délibéré le 4 août , & l'on a fait des sacrifices pour ses commettans : ne peut-on en faire aujourd'hui pour sauver l'état ? Alors M. de la Cotte rappelant les convulsions qui accompagnent ordinairement les grandes révolutions , a dit que le peuple , accablé d'impôts , désigne par sa résistance ceux qui le blessent davantage ; qu'il falloit satisfaire le peuple & l'état , en déclarant que les biens ecclésiastiques appartiennent à la nation ; régler la suppression des dîmes de 1790 , laisser aux titulaires un revenu égal pendant leur vie , augmenter la dotation des curés , faire fixer les honoraires des évêques , & détruire les ordres monastiques.

Après avoir renversé le régime féodal , aboli la vénalité des magistratures , il étoit naturel de s'occuper de l'emploi des richesses ecclésiastiques ; aussi M. le chevalier Alexandre de Lameth s'est attaché à réfuter l'objection qui consiste à dire que c'est attaquer les propriétés de déclarer que ces biens appartiennent à la nation. Il a montré la différence qui existe entre les propriétés des citoyens & celles des corps politiques. « C'est à la société même qu'on a donné , disoit-il , le jour où l'on a fait une fondation ; ce qui le



prouve , c'est que la société ou le corps législatif qui la représente , se trouvent toujours entre le fondateur qui donne & le corps politique qui reçoit. Personne ne refusera , sans doute , à la nation le droit d'exercer jusqu'à ce jour par le gouvernement & les tribunaux , de supprimer les corps politiques dont l'inutilité ou le danger est reconnu , & de faire de leurs biens l'usage le plus utile à la société ; ainsi il me paroît indispensable de donner à la nation le gage imposant des biens ecclésiastiques , pour l'emprunt réclamé pour les nécessités de l'état.

Cet article ayant causé quelques murmures , M. l'abbé de Montesquiou s'est levé en disant : « qu'il étoit de l'intérêt du clergé d'écouter cette discussion , & qu'il avoit remarqué que l'esprit de justice animoit l'assemblée ».

M. le vicomte de Mirabeau a indiqué à son tour des moyens d'économie propres à la circonstance , & qui tendoient à la suppression des pensions excessives , & à l'examen des causes des bienfaits de la cour. Il a demandé , à cet effet , qu'il fût nommé un comité chargé de recevoir avec reconnoissance la renonciation à ces pensions si onéreuses à l'état. Il a commencé par donner l'exemple en déposant sur le bureau sa renonciation à une pension de deux mille livres , qu'il avoit gagné en Amérique.

M. le vicomte de Noailles , regrettant de n'avoir pas aussi une pension à sacrifier , a dit qu'il avoit renoncé à la survivance de bailli-d'épée , parce qu'il croyoit que les survivances étoient un mal.

« Tel est le caractère de cette nation généreuse , a dit M. de Clermont-Tonnerre , qu'au moment où on lui présente une route qui mène au bien général , elle la parcourt avec avidité ». Après quelques réflexions très-sages proposées par cet illustre membre , en faveur de l'emprunt , on



est allé aux voix ; il a été arrêté unanimement qu'il seroit fait un emprunt de trente millions ; mais en quelle forme doit-il être fait ? c'est ce qu'on a renvoyé à la séance extraordinaire de ce jour.

La députation de la ville de Nemours a été reçue hier.

Une autre députation de la Guadeloupe a demandé , au nom de seize mille habitans , une représentation provisoire. M. le président a répondu que l'assemblée prendroit cette demande en considération.

## A V I S.

On souscrit , à Paris , chez Cussac , libraire au Palais royal, Nos. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement de trente numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 livres 10 sols pour la Province.

## HOTEL - DE - VILLE DE PARIS.

### COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la poste de faire passer dans la province le Journal intitulé : *Point du jour*, à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'imprimeur. A Paris, ce 27 Juillet 1789. Signés PITRA, BOURRÉE DE CORBERON, LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

De l'imprimerie de LAPORTE, rue des Noyers.